

# afrrique asie

Mai 2014

[www.afrique-asie.fr](http://www.afrique-asie.fr)

- **ALGÉRIE**  
Leçons d'un scrutin
- **AFRIQUE DU SUD**  
La vie après  
l'apartheid
- **TUNISIE**  
Le rapport de trop
- **CÔTE D'IVOIRE**  
Ouattara, An III
- **RWANDA**  
L'héritage  
de la violence

## Arabie Le royaume des ténèbres



M 03276 - 102 - F: 4,00 € - RD



Afrique Zone CFA 2100 CFA - Algérie 200 DA - Belgique 5 € - Canada 6,99 \$ - Comores 3 € - Djibouti 4 € - Égypte 4 € - États-Unis 7 \$ - Europe Zone euro 5,50 € - Ghana 7,00 C - Guinée 3 € - Haïti 5 \$ - Hongrie 3 € - Kenya 4 € - Liban 6000 LBP - Madagascar 3 € - Maroc 25 DH - Mauritanie 4 € - Nouvelle-Calédonie 850 XPF - Roumanie 4 € - Rwanda 4 € - Suisse 7,00 FS - Tunisie 3 DT

**Lac Tchad** En réunissant un panel de chefs d'État africains, de personnalités internationales, d'experts et de bailleurs préoccupés par l'assèchement de 90 % des eaux du lac, la conférence de Bologne des 4 et 5 avril a réussi son pari : faire prendre conscience de l'urgence à agir.

## Une nouvelle ère ?

Par Michel Galy Envoyé spécial à Bologne

Officiellement, la table ronde de Bologne (Italie), les 4 et 5 avril dernier, était destinée aux bailleurs de fonds, sommés devant l'urgence écologique et climatique de financer le plan de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT)<sup>(1)</sup> à hauteur d'un milliard de dollars sur cinq ans (2013-2017). Le lac et sa « méga oasis », qui concernent 30 millions de personnes, sont en effet en voie d'aridification prononcée. Dans les faits, tant à Bologne qu'à Rimini – station balnéaire de la côte adriatique italienne où s'est déroulée la réunion plénière du 5 avril –, c'est à une véritable conférence internationale qu'ont assisté les chefs d'État africains, ingénieurs, écologistes et médias. C'est dire le début d'une prise de conscience planétaire qu'a réalisé la conférence autour de ce thème brûlant.

### Des politiques à la hauteur des enjeux

De nombreuses personnalités étaient présentes : Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine ; Mahamadou Issoufou, président du Niger, président en exercice de la CBLT ; Olusegun Obasanjo, ancien président du Nigeria, « champion » du projet lac Tchad ; Mohamed Ould Abdel Aziz, président mauritanien, président en exercice de l'Union africaine. Côté italien, on notait la présence de l'hôte de la conférence de Bologne, l'ancien président du Conseil Romano Prodi, dont les titres sont interminables. Citons simplement les plus pertinents pour cette conférence : ex-président de la Commission de l'Union européenne pour la facette « bailleurs », et représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Mali et le Sahel, pour la facette « Onu ». De nombreux représentants d'agences ou de bailleurs

spécialisés avaient également fait le déplacement, telle l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), dont une équipe est déjà active au siège de la CBLT à N'Djamena.

Deux absents de marque furent facilement excusés, en raison de la brusque tension de la situation conflictuelle en République centrafricaine (RCA) : Idriss Deby, le président tchadien, qui



D.R.

*Les besoins du lac ayant été reconnus, il importe désormais que les bailleurs de fonds prennent le relais.*

venait de claquer la porte de la conférence de l'Union européenne-Afrique de Bruxelles, les 2 et 3 avril (voir p. 49), après avoir annoncé le retrait du contingent tchadien de RCA. Quant à Catherine Samba-Panza, la présidente centrafricaine, elle demandait des entretiens urgents à Paris, tant la situation devenait ingérable à Bangui et dans la partie sud de son pays.

### Une vision constructiviste de l'écologie

Hama Arba Diallo, député burkinabè et maire de Dori, porte depuis vingt ans le projet de remise en eau du lac Tchad et est la cheville ouvrière de la Confé-

rence. Il peut être plus heureux du retentissement médiatique et de la reconnaissance internationale des besoins urgents du lac que des sommes effectivement allouées. Le vieux sage, qui a parcouru la planète – jusqu'à l'Asie – pour financer le « plan B » de mises en place de digues et du désensablement du Logone et du Chari (le détournement de l'Oubangui, le rêve d'un canal de 1 500 km étant remis à plus tard), expose une vision quasi constructiviste des grands travaux à venir.

À partir des 80 millions d'euros de la Banque africaine de développement déjà disponibles, ils devraient commencer dans trois mois (voir l'interview de Mahamadou Issoufou, président du Niger, p. 47), « prouvant le mouvement en marchant » et le sérieux de la Commission à agir dans l'urgence. Comme l'a déclaré, l'air mélancolique, la ministre de l'Eau du Nigeria, Sarah Reng Ochekepe, « il faut retrouver cette tache bleue tout au nord de la carte du Nigeria, à laquelle les élèves de ma génération ont été habitués. Elle a presque disparu ». Aux bailleurs de fonds de prendre le relais, et aux pays riverains de se réapproprier la partie nationale du plan quinquennal, dans l'intérêt du lac et de ses populations. ■

► <sup>(1)</sup> Créée le 22 mai 1964 par quatre pays riverains du lac Tchad : le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad, auxquels se sont ajoutées la République centrafricaine (1996) et la Libye (2008). Le Soudan, l'Égypte, la République du Congo et la République démocratique du Congo (RDC) sont membres observateurs.

« IL FAUT RETROUVER CETTE TACHE BLEUE TOUT AU NORD DE LA CARTE

DU NIGERIA. » SARAH RENG OCHEKPE, MINISTRE NIGÉRIANE DE L'EAU

**Interview** Président en exercice de la CBLT, le chef de l'État nigérien Mahamadou Issoufou détaille les travaux d'envergure qui seront bientôt entrepris pour sauver le lac et, par là même, les nombreuses populations qui vivent de son écosystème.

## « Il faut avoir une vision d'ensemble »

Propos recueillis par Augusta Conchiglia

### ■ Est-ce une nouvelle ère qui s'ouvre pour le lac Tchad ?

□ Oui, Bologne a inauguré une nouvelle ère avec la mobilisation des pays riverains du lac Tchad et la réponse encourageante des bailleurs de fonds. Notre objectif d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les implications sociales, économiques et environnementales de la réduction, en trente ans, de 90 % de la superficie du lac Tchad, a été atteint. L'arrêt de ce déclin, les mesures pour renflouer le lac auront aussi une incidence sur la sécurité dans la région, car le manque de ressources crée des tensions entre les communautés. Il y a sans doute une prise de conscience locale et internationale sur l'importance du projet de revitalisation du lac.

### ■ Y a-t-il eu de nouvelles promesses de financement ?

□ La disponibilité de plusieurs donateurs a été confirmée, il faudra maintenant préciser les secteurs d'intervention de chacun. Beaucoup de bailleurs de fonds, y compris la Banque mondiale, privilégient le financement des plans nationaux des pays riverains du lac, ce qui devrait constituer 90 % des 900 millions d'euros que nous avons demandés et qui ont été en principe accordés par la Banque mondiale, dans le cadre du 1,5 milliard qu'elle a affecté à la région. Seulement 10 % de cette somme va être affectée aux actions transfrontalières qui sont directement gérées par la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT). Avec 80 millions d'euros, la Banque africaine de développement (Bad) fait partie des bailleurs prêts à s'attaquer aux projets transnationaux, et joue un rôle leader dans ce secteur d'intervention. Les divers programmes nationaux des pays membres de la CBLT portant sur la région du lac ont été élaborés et sont intégrés entre eux afin d'assurer la cohérence des différentes interventions. Les mois prochains,



Le président nigérien Mahamadou Issoufou aux côtés de l'ancien président du Conseil italien Romano Prodi, auquel a été confiée la direction du comité de suivi des financements des travaux du sauvetage du lac.

on passera à l'action pour améliorer l'hydraulique du lac, pour mettre en œuvre les techniques de conservation des eaux, mais également pour soutenir les populations dans l'augmentation de la production agropastorale et halieutique, sans mettre en péril le fragile écosystème du lac.

Ensuite, on entreprendra des travaux pour augmenter le débit des affluents du lac, notamment de la rivière Chari qui représente 80 % des apports des eaux du lac, et de son affluent, le Logone. Si cela s'avère insuffisant, on étudiera les moyens nécessaires pour transférer une partie des eaux de la rivière Oubangui, plus au sud.

■ La perspective d'un détournement de l'Oubangui, un affluent du Congo, pourrait déplaire à Brazzaville et Kinshasa...

□ Nous sommes en contact avec eux<sup>(1)</sup> et je suis sûr que le cas échéant, ils seront solidaires avec nous. Si la désertification se poursuit chez nous, les Congolais seront également affectés. C'est dans leur intérêt de participer à la prévention pour éviter la disparition du lac Tchad. Le dessèchement du lac aura également des conséquences sur le bassin du Congo.

■ La campagne pour le sauvetage du lac Tchad a été remise à l'ordre du jour dans un contexte marqué par des conflits transnationaux, l'instabilité, voire le terrorisme. Est-ce un défi supplémentaire pour vous ?

□ À court terme, il faut prendre des dispositions pour renforcer la sécurité dans la région. Les ministres de la Défense des pays membres se sont réunis récemment au Cameroun et ont décidé de mettre en place des forces mixtes pour sécuriser ➔

« ON FERA STATIONNER

PRÈS DU LAC TCHAD 3 000 HOMMES AU TOTAL. »

le bassin. Chaque pays va fournir un bataillon, c'est-à-dire qu'on fera stationner près du lac 3 000 hommes au total. Le bataillon du Cameroun se déploiera en premier. À long terme, la solution face aux menaces de conflits et d'instabilité est bien évidemment le développement économique ; la sécurité est directement liée au bien-être des populations.

Les conflits ont une dimension régionale. Celui que nous connaissons au Mali et dans le Sahel est lié à la guerre de Libye. Il faut avoir une vision d'ensemble. C'est pour cela que j'apprécie tout particulièrement l'initiative Sahel des Nations unies, car elle va réunir et assurer la cohérence des plans pour la région déjà approuvés par d'autres organisations multilatérales, telles l'Union européenne, la Banque mondiale, la Bad et la Cedeao.

■ **Comment interpréter l'intérêt manifesté par l'Italie pour ce projet ?**

□ L'implication de l'ancien président du Conseil italien Romano Prodi a été déterminante pour le succès de cette première table ronde des donateurs. Il représente un atout formidable pour mener à bien ce combat. À Bologne, la CBLT a confié à Prodi la direction du comité de suivi des financements déjà promis et à venir pour la réalisation des travaux du sauvetage du lac.

■ **Ne regrettez-vous pas l'absence de l'Union européenne et des États-Unis à la conférence de Bologne ?**

□ L'Union européenne (UE) est très fortement engagée auprès de la CBLT. Après les élections européennes, on le constatera plus nettement. Les Américains sont aussi intéressés pour soutenir nos plans. Bologne a été un début, et je peux vous faire une indiscretion : l'UE, les États-Unis, mais aussi les Indiens et les Chinois seront présents lors de la prochaine conférence. D'autant que la deuxième phase impliquera des travaux complexes et coûteux, tel le dragage des rivières sur plusieurs kilomètres, etc. Nous nous attendons au soutien de l'ensemble de la communauté internationale. Dans les prochains mois, on disposera d'un tableau plus clair au sujet des engagements que les divers bailleurs auront pris. ■

► (1) La CBLT est en contact permanent avec la commission sœur du bassin du Congo, la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos), siégeant à Kinshasa. La République du Congo et la RDC sont également membres observateurs de la CBLT.

## Pour sauver le lac, la CBLT gagne en dynamisme

Pour Sanusi Imran Abdullahi (photo), secrétaire exécutif de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), « la conférence de Bologne a été un succès, car elle a mobilisé, dans un délai très court, un nombre significatif de bailleurs de fonds potentiels et déjà réels – telle la Bad –, qui ont répondu à notre appel pour le financement du plan quinquennal 2013-2017. La participation des plus hautes autorités panafricaines ainsi que du président nigérien, Mahamadou Issoufou, qui a personnellement dirigé les travaux, a montré l'importance accordée par l'ensemble du continent à notre combat ».

■ **Pourquoi, auparavant, a-t-il été si difficile de mobiliser la communauté internationale au secours du lac, ressource primaire de millions de personnes ?**

La plupart des donateurs demandaient à consulter les études que la Commission avait réalisées. Cela a entraîné la multiplication des recherches, alors qu'il aurait fallu passer à l'action. À la conférence de Bologne, il a été décidé de créer un comité scientifique composé de personnalités reconnues internationalement dans leur domaine de spécialité qui pourra s'exprimer sur l'utilité de réaliser des nouvelles études, voire sur la validité de celles existantes. C'est une garantie de sérieux qui sera appréciée par les donateurs. Pour l'exécution du plan quinquennal, les principales études sont disponibles et la mise en exécution des mesures qu'elles préconisent ont été chiffrées et présentées aux donateurs. C'est ce que nous continuerons à faire auprès des bailleurs traditionnels du Sahel et de l'Afrique centrale – Union européenne, organisations multilatérales, etc. –, ainsi qu'auprès des puissances émergentes.

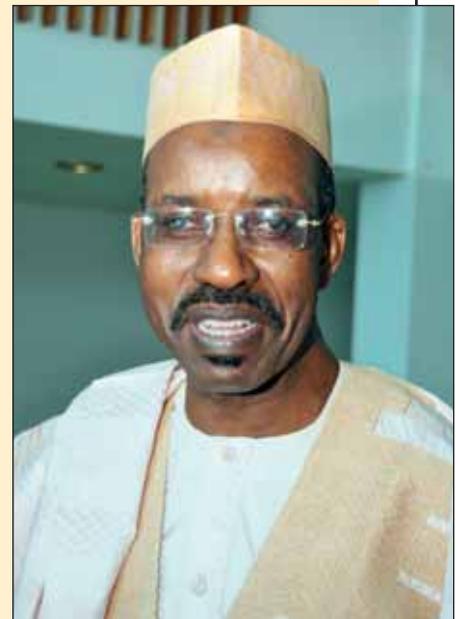
■ **Les pays membres de la CBLT s'acquittent avec difficulté de leurs cotisations. On peut le comprendre pour la Centrafrique, en grande détresse actuellement, mais pour les autres ?**

Le principal contributeur, le Nigeria, à qui on doit 40 % du budget de la CBLT, a payé sa part jusqu'à 2020. C'est l'apport le plus important et le plus régulier. Il faut également signaler la contribution de la Libye (18 % du total) qui vient de régler son dû pour l'année 2014. En revanche, le Cameroun a accumulé des arriérés pour environ 3,6 milliards de francs CFA et nous espérons qu'il songera bientôt à éponger ses dettes.

Pat ailleurs, il faut faire respecter la Charte de l'eau que tous les pays membres ont ratifiée, et dont le but est de garantir la qualité du précieux liquide, de réguler son utilisation et de combattre la pollution. Il faut exercer un strict contrôle sur les cours d'eau qui débouchent dans le lac, le Chari, le Logone et le Komadougou Yobé, et s'assurer que les activités économiques le long de ces rivières ne contaminent pas le lac. L'aide des ONG spécialisées sur les questions de l'environnement sera d'une grande utilité.

Je suis foncièrement optimiste pour l'avenir, car la prise de conscience de l'impérieuse nécessité d'arrêter le déclin du lac Tchad progresse. Nous fêterons bientôt le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de la CBLT et nous souhaiterions que l'événement se déroule dans un des lieux à proximité du lac où nous aurons déjà entrepris des actions concrètes sur le terrain, avec l'appui des populations riveraines et pour leur bénéfice. ■

A. C.



D.R.